



Paris le 30 août 2013

Communiqué de République et Socialisme sur l'intervention en Syrie

En 2003 la France était devenue une référence mondiale lorsqu'elle s'était opposée, à l'ONU, à l'intervention américaine en Irak dont on peut aujourd'hui constater les désastreuses conséquences. Au contraire, c'est à la demande des autorités élues du Mali que la France est allée aider militairement ses amis maliens face à l'agression islamiste.

Être une grande puissance ne donne pas systématiquement la légitimité pour intervenir dans un pays en guerre.

Les États-Unis d'Amérique ont l'habitude d'imposer leurs vues par la force. La France n'a pas à se conduire en supplétif.

L'utilisation d'armes chimiques sert aujourd'hui à Barak Obama, soutenu par le seul François Hollande, de prétexte à une intervention militaire en Syrie. Pour Obama, comme pour Hollande, il s'agit de "punir" (l'expression a été employée) le régime de Bachar Al Assad et non de protéger les populations civiles des exactions commises par les deux camps de cette guerre civile". C'est se conduire en gendarme du monde.

La commission internationale indépendante a souligné, en mai, la nécessité pour la communauté internationale de travailler à mettre les différentes parties syriennes autour d'une table afin de mettre fin aux combats et de préparer une issue pacifique.

L'une des membres de cette commission, Carla Del Ponte, connue pour avoir été procureure aux TPI pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, avait déclaré l'existence d'importants soupçons d'utilisation d'armes chimiques par les rebelles. Justifier une intervention sur la base de soupçons quant à l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne quand il en existe également concernant les rebelles, c'est volontairement privilégier une hypothèse sur une autre.

Au moment où le Royaume-Uni refuse cette option et où les Pays-Bas, la Belgique etc ont fait savoir qu'ils entendaient que l'ONU reprenne la main, intervenir militairement en Syrie serait ajouter la guerre à la guerre et afficher le mépris des puissants vis à vis de ces populations. Ce serait s'ériger en "maîtres du monde" (pour les États-Unis) ou se conduire en fidèle féal (pour la France).

Au contraire, tout doit être mis en œuvre pour la recherche d'une solution politique basée sur la souveraineté du peuple syrien.

République et Socialisme condamne toute intervention militaire à la remorque des États-Unis en Syrie et réaffirme que la légalité internationale doit être respectée.

République et Socialisme demande que la discussion au Parlement soit suivie d'un vote.

Contact presse : Marianne Journiac 06 81 53 40 70

Contact : webmaster@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/republicetsocia>